

Tout en soulignant l'urgence d'UN DIALOGUE

## Benflis : “Bensalah et Bedoui sont disqualifiés”



©  
Louiza  
Ammi/  
Archiv  
es.  
Libert  
é

Cela ressemble à bien des égards, notamment dans son esprit, à l'appel lancé par Ahmed Taleb Ibrahim, Rachid Benyelles et Ali-Yahia Abdenour dont il considère qu'il mérite attention : dans un communiqué de son bureau politique rendu public hier, le parti d'Ali Benflis a appelé à un dialogue dans les plus brefs délais, soit avant la fin du mandat de la présidence de l'État, le 9 juillet prochain. Le BP "constate (...) avec inquiétude l'impasse politique générée par la mise en œuvre exclusive de l'article 102 comme solution de sortie de crise.

L'échec consommé de l'élection présidentielle, initialement prévue le 4 juillet, que le peuple a rejetée, considérant ses conditions de déroulement inappropriées et inacceptables, commande, impérieusement, le recours à la voie politico-constitutionnelle", recommande Talaie El-Houriat. "À cet égard, l'ouverture d'un dialogue pour dégager, dans les meilleurs délais, une solution politique consensuelle qui réponde aux aspirations du peuple et évite à notre pays un vide constitutionnel, politique et institutionnel, aux conséquences imprévisibles, au terme du mandat constitutionnel de la présidence de l'État, revêt une extrême urgence", estime le parti. Pour ne pas reproduire l'échec du premier dialogue auquel avait appelé Abdelkader Bensalah, le parti juge nécessaire la réunion des conditions de sa réussite, dont des interlocuteurs crédibles, un cadre adéquat et un objet clair.

Dans ce contexte, il considère, sans les citer, que le chef de l'État par intérim, Abdelkader Bensalah, et le Premier ministre, Noureddine Bedoui, sont disqualifiés pour mener ce dialogue. "De fait, les figures emblématiques du régime, encore à la tête des principales institutions de l'État, récusées par la révolution

populaire, sont disqualifiées comme interlocuteurs pour un tel dialogue”. Selon le parti, la partie invitante à ce dialogue doit être d’une autorité morale et politique “incontestable et irrécusable”.

“Le dialogue doit réunir les représentants de la révolution populaire et de la société civile et ceux des partis et des personnalités nationales qui se sont illustrés dans la lutte contre l’ancien régime et ont soutenu la révolution populaire pacifique depuis ses débuts”, soutient-il. Quant à l’ANP, préconise encore Talaie El-Houriat, elle aura “un rôle important à jouer dans ce dialogue” comme “accompagnateur et facilitateur et comme garant” de la mise en œuvre de la feuille de route qui sera adoptée, par consensus, par les partenaires à ce dialogue. S’il note avec satisfaction et intérêt l’ensemble des initiatives et des propositions de sortie de crise, le parti de Benflis semble cependant privilégier celle que défend Gaïd Salah : la mise en place d’une instance d’organisation des élections et la tenue de la présidentielle.

“L’objectif final de ce dialogue doit être l’élection du président de la République dans des conditions qui lui confèrent toute la représentativité, la crédibilité et la légitimité pour mener à bonne fin son mandat qui sera, de toute évidence, le mandat de la transition démocratique véritable à laquelle notre peuple aspire”. Évoquant les poursuites judiciaires touchant des personnalités politiques et militaires et des hommes d’affaires, Talaie El-Houriat souligne “l’impératif du respect des principes d’une justice équitable, à savoir la présomption d’innocence, le droit à la défense, le secret de l’instruction et la transparence nécessaire, dans la limite de ce qui est permis par la loi”.

Enfin, il met en garde les autorités publiques contre la tentation du recours à la force contre les manifestants auxquels il réitère son soutien. “Le devoir des éléments de la sûreté publique est de protéger les manifestants contre toute tentative de provocation et de menace à leur sécurité et non de réprimer les manifestations pacifiques”, note le texte.

**K. K.**